

## L'État africain typique : lieu ou instrument ?

« **L**E débat sur la dépendance : à quand un renouveau ? », demandait B. Campbell dans cette même revue en 1983 (1), à propos d'un ouvrage sur les relations entre l'État et la bourgeoisie en Côte-d'Ivoire (2). Pour comprendre le sens de la collection de textes qu'elle nous propose aujourd'hui en collaboration avec H. Bernstein (3), il n'est pas inutile de remonter préalablement à cette polémique ivoirienne, et même au fameux *Kenya Debate* qui embrasa les colonnes de la *Review of African Political Economy* à la fin des années 1970. Lutte de classes dans un verre d'eau ? Sans doute mais, plus que son contenu, c'est la persistance (et le non-renouvellement) de la controverse qui fait problème.

### Y.-A. Fauré - J.-F. Médard et la Côte-d'Ivoire

Dans leur livre sur la Côte-d'Ivoire, les présentateurs portaient pesamment en guerre contre le « militantisme, les bons sentiments et la mauvaise conscience » (4), toutes choses constitutives à leurs yeux de la démarche dépendantiste de S. Amin et surtout de ses épigones : « Toute une littérature teintée de tiers-mondisme s'efforce de découvrir les vices cachés de la politique économique ivoirienne », disait Y.-A. Fauré (5), alors que certains désordres consécutifs sont en fait les contreparties d'une politique délibérée : le développement par la dépendance, précisément. Dans leur naïveté, les dépendantistes n'avaient rien compris : tout ça, l'extraversion, les inégalités sociales, les disparités régionales, etc., c'était exprès. En prenant parti contre, ils étaient de parti pris.

Comme il se doit en de tels cas, les auteurs se situaient d'entrée de jeu hors des deux « idéologies dominantes », commodément caricaturées ainsi : la « gouvernante..., essentiellement positive » (à laquelle ils regrettaient de n'avoir pu consacrer un chapitre) et la « savante », celle de « nos milieux intellectuels », faite d'un discours « tronqué, donc malhonnête » (6). Cependant, leur préférence pour la première idéologie demeurait perceptible — c'est un euphémisme — sur un plan sémantique. S'il ne s'agissait pour eux ni de « complaisance » (7) ni de « dresser le palmarès des succès ivoiriens » (car « l'éloge ne saurait être un outil scientifique ») (8), le lecteur se trouvait malgré tout submergé d'un flot de termes aussi « scientifiques » que « s'enorgueillir », « succès », « remarquable », « performances » ou « efforts » (9). C'est sans doute ce que les auteurs appelaient « consentir... quelques sacrifices terminologiques » aux doctrinaires (10), tant la supériorité ivoirienne s'imposait (11).

Mais, à force de ne pas vouloir faire de politique, on en vient à des résultats dont la neutralité « scientifique » n'est pas toujours aveuglante d'évidence. Par exemple, utiliser les désastres guinéen ou ghanéen (12) comme repoussoir propre à mieux montrer les succès ivoiriens, c'est — qu'on me permette l'expression — un peu fort de café après l'affirmation qu'« il n'y a pas la place pour deux Côte-d'Ivoire dans la même région » (13). Dans un même ordre d'idées, il faut signaler l'incroyable banalisation du phénomène

(1) *Politique africaine*, 9, mars 1983, p. 131.

(2) Y.-A. Fauré, J.-F. Médard (eds.), *État et bourgeoisie en Côte-d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982, 273 p.

(3) H. Bernstein, B.K. Campbell (eds.), *Contradictions of Accumulation in Africa: Studies in Economy and State*, Beverly Hills, Sage, 1985, 312 p.

Ce volume comprend les contributions suivantes :

— J. Kimble, « Clinging to the Chiefs : Some Contradictions of Colonial Rule in Basutoland, c. 1890-1930 », pp. 25-70 ;

— B. Beckman, « Neo-Colonialism, Capitalism and the State in Nigeria », pp. 71-114 ;

— G. Kitching, « Politics, Method and Evidence in the "Kenya Debate" », pp. 115-152 ;

— P. Gibbon and M. Neocosmos, « Some Problems in the Political Economy of "African Socialism" », pp. 153-206 ;

— A. Courannel, « Économie politique de la Guinée (1958-1981) », pp. 207-248 ;

— J.-L. Amselle, « Socialisme, capitalisme et précapitalisme au Mali (1960-1982) »,

pp. 249-266 ;

— B.K. Campbell, « The Fiscal Crisis of the State : the Case of the Ivory Coast », pp. 267-310.

(4) Y.-A. Fauré, J.-F. Médard, *op. cit.*, p. 11.

(5) *Ibid.*, p. 23.

(6) *Ibid.*, p. 11.

(7) *Ibid.*, p. 12.

(8) *Ibid.*, p. 44. « Une telle démarche n'aurait aucun sens en elle-même », précisais-je (*ibid.*). Cela dépend pour qui, ajouterais-je, au vu du paragraphe digne de figurer dans *Jours de France* (p. 72), consacré au brave président Houphouët-Boigny (« un homme d'ordre »), si sévère mais si clairvoyant.

(9) Y.-A. Fauré, J.-F. Médard, *op. cit.*, pp. 45-47.

(10) *Ibid.*, p. 45.

(11) Soyons bien clairs : hormis les scores apologétiques et les étranges dérapages dont il sera question maintenant, il s'agit d'un excellent ouvrage.

(12) Y.-A. Fauré, J.-F. Médard, *op. cit.*, p. 13, p. 45.

(13) *Ibid.*, pp. 14-15.

migratoire (et de son corollaire en temps de crise : le racisme), miraculeusement travesti par Y.-A. Fauré en une tautologie pernicieuse : l'attrance qu'exerce ce riche pays sur ses pauvres voisins, ces deux millions d'Africains qui s'y sont installés, c'est là la meilleure preuve de la supériorité de la voie ivoirienne (14). Sans doute chez moi aussi, « la vigueur du ton n'a d'égale que la naïveté de la problématique » (15). Mais enfin, où est le principe, où est l'effet ? Peut-on sérieusement supposer que la stagnation voltaïque et le miracle ivoirien ne sont pas, sinon causalement liés, du moins fortement corrélés ? Surtout quand on signale, incidemment mais à plusieurs reprises, que c'est sur cette main-d'œuvre étrangère que repose « le poids principal de l'exploitation économique (c'est-à-dire l'extraction de surtravail) » (16). On relira avec intérêt le paragraphe où J.-F. Médard donne un parfum keynésien à la chose : « Facteur décisif de la croissance économique ivoirienne, cette main-d'œuvre se trouve attirée par les effets même de la croissance qui contraste avec la stagnation dans les pays voisins » (17). Oui c'est vrai : partout le capital « attire » le travail, et en Afrique de l'Ouest comme en Afrique du Sud, les étrangers (ou désignés comme tels) éprouvent une « attrance » coupable pour les emplois du secteur capitaliste, lorsque l'arrière-pays est affamé. Afrique, terre de contrastes : même les transferts de main-d'œuvre y sont ravalés au rang de « contraste ».

L'ennui, c'est qu'aujourd'hui on voudrait bien pouvoir mieux les fermer (et dans un seul sens) ces frontières auparavant si généreusement ouvertes aux pauvres voisins assoiffés de croissance. Le problème s'est déjà posé, rappelle J.-F. Médard : la Côte-d'Ivoire est chroniquement en proie à une xénophobie « fonctionnelle du point de vue de la stabilité » du corps social indigène (18). Voilà une analyse que ne rougirait pas de prendre à son compte le Parti National sud-africain (pour rester dans le même continent et dans la période actuelle). Mais qu'on se rassure : l'État ivoirien veille au grain et il aura à cœur, mieux sans doute que son grand frère nigérian, d'éviter tout débordement raciste de la « foule ». Si, dans le passé, il a parfois « dû se résoudre à en expulser pour soulager la tension », ce fut « à son corps défendant » (*ibid.*). Quand on sait le rôle central que les auteurs assignent à l'État dans le « complexe

(14) *Ibid.*, pp. 45-46.

(15) *Ibid.*, p. 23.

(16) *Ibid.*, p. 84.

(17) *Ibid.*, p. 83. Une question : a-t-on des statistiques sur les émigrés qui ont enduré encore plus que dans leur pays et sur ceux qui se sont marginalisés, et sur ce qu'il est advenu après les retours ? Si on veut traiter le problème globalement, autant le

faire tout à fait. Par ailleurs, ce n'est pas sans frémir un peu qu'on voit ce livre reprendre pour lui, sans aucune distance critique (comme le contexte le prouve), la notion de ces « fameux seuils de tolérance » des étrangers (les Africains, pas les gentils Français) qui, à ses yeux, ont « explosé depuis longtemps » en Côte-d'Ivoire (p. 81).

(18) *Ibid.*, p. 85.

politico-économique » et la « régulation socio-politique » ivoiriens, ce : « à son corps défendant » sonne curieusement.

Aujourd'hui la Côte-d'Ivoire est en crise, le modèle dépendant ne semble plus devoir fonctionner comme avant, et ce n'est pas la faute aux « Cassandre » fustigés par Y.-A. Fauré et J.-F. Médard. Le miracle ivoirien témoigne d'une fragilité structurelle face aux actuels dérèglements de l'économie internationale, et cela donne tout son sens à l'argumentation de B. Campbell. Visée au premier chef par les diatribes antidépendantistes, celle-ci faisait, dans l'article évoqué plus haut, en partie amende honorable : face aux excellentes analyses livrées par l'ouvrage collectif sur la Côte-d'Ivoire, elle reconnaissait que la littérature dépendantiste, insistant davantage sur les échanges mondiaux que sur les faits de production locaux, tendait à négliger « l'analyse de la spécificité du processus de différenciation sociale et d'accumulation interne » (19). Mais elle ajoutait sans perdre pied que le texte d'Y.-A. Fauré sur le « complexe politico-économique » décevait « par son absence de perspective historique et son manque d'approfondissement analytique » (20), notamment sur la question des bases sociales de l'État ivoirien.

Il est vrai que les auteurs ne traitent cette question qu'en la retournant, mais c'est parce que la problématique de B. Campbell n'est pas la leur. L'État ivoirien, disent-ils, n'est pas l'émanation d'une bourgeoisie de planteurs, quoiqu'il ait été « créé historiquement par une catégorie où prédominaient les planteurs » (21). Il n'est pas non plus « l'agent de gestion... des firmes multinationales » (22). Rejetant ainsi une « conception purement instrumentale de l'appareil politique » (*ibid.*), les auteurs posent le concept de « classe dirigeante » à plusieurs composantes (planteurs, fonctionnaires, hommes d'affaires), sans groupe dominant : tout au plus pourrait-on assigner la première place à la bourgeoisie d'État, c'est-à-dire « une couche bureaucratique qui a ses propres intérêts » (*ibid.*). Pas de classe dominante donc, mais une interpénétration très poussée : l'État apparaît autant comme un enjeu que comme un moyen (23). Il faut souscrire à cette nuance importante. On verra plus loin que la même question, celle de la caractérisation sociale du politique est au centre de l'ouvrage présenté par H. Bernstein et B. Campbell, dont certaines contributions (pas toutes) sont un hommage rendu aux positions antimécanistes d'Y.-A. Fauré et de J.-F. Médard.

(19) *Politique africaine*, *op. cit.*, p. 131.

(20) *Ibid.*, p. 133.

(21) Y.-A. Fauré, J.-F. Médard, *op. cit.*, p. 145.

(22) *Ibid.*, p. 141.

(23) La première section du livre d'Y.-A. Fauré et J.-F. Médard s'intitule « Ressources étatiques », et leur analyse n'est pas

exempte d'instrumentalisme, puisqu'ils posent au départ un groupe de planteurs qui met en œuvre un État pour parvenir à ses fins économiques. Sur la parenté profonde des thèses instrumentalistes et autonomistes, voir G. Mathias et P. Salama, *L'État surdéveloppé*, Paris, La Découverte, 1983, p. 147.

Remontons un peu plus en arrière. On se souvient du *Kenya Debate*, dont J. Copans eut le grand mérite de dénouer, pour le lecteur francophone, les éléments les plus marquants (24). On se rappelle donc que plus de cinq ans après la parution d'un livre de C. Leys — dont le seul titre était révélateur de son adhésion aux thèses dépendantistes (25) —, les intellectuels anglo-saxons continuent à s'entre-déchirer sur la nature de la classe de l'État kenyan et sur celle des relations qu'entretenait la classe dominante indigène de ce pays avec l'impérialisme. « Compradore » ou « nationale », *that was the question*. C. Leys optait alors pour la première réponse : selon lui, la bourgeoisie kenyane était totalement dépourvue d'autonomie et travaillait seulement à valoriser le capital néo-colonial (26). Mais C. Leys eut son chemin de Damas sous la forme d'un article explosif de N. Swainson (27), où cette dernière exposait que le Kenya possédait bel et bien une bourgeoisie propre, et ce depuis fort longtemps : l'État agissait donc autant pour le compte de celle-ci que pour celui du Commonwealth. Soit dit en passant, comme l'a fort bien remarqué J. Copans (28) sur un plan plus général, N. Swainson ne sortait nullement de la conception marxiste orthodoxe de l'État comme « bras armé de la bourgeoisie » : il ne s'agissait là que d'un déplacement endogène de la classe titulaire de l'instrument. La polémique s'engagea alors entre C. Leys et ses anciens complices en théorie, comme S. Langdon, qui lui reprochaient implicitement — et de façon quelque peu paradoxale si l'on se réfère à la remarque de J. Copans — de ne pas rester sur de fermes positions de classe et de dériver vers d'excessives nuances quant aux responsabilités de l'impérialisme dans les erreurs de l'« État postcolonial » : l'expression est ici empruntée à B. Campbell qui, dans le cas de la Côte-d'Ivoire, a longtemps continué d'y voir potentiellement « un simple maillon de la chaîne d'accumulation à l'échelle nationale » (29).

(24) « Dépendance et émergence d'une classe capitaliste indigène, africanisation et mainmise étrangère : le débat sur l'expérience kenyane », *Le Monde diplomatique*, nov. 1981, pp. 19-20.

(25) C. Leys, *Underdevelopment in Kenya: the Political Economy of Neo-Colonialism*, Berkeley, California Press, 1975, 284 p.

(26) Il faut signaler que la filiation dépendantiste de C. Leys est légèrement plus complexe puisque, dans un article antérieur, il reconnaissait que l'adhésion au « socialisme africain » (un des chevaux de bataille de l'école dépendantiste à cette époque) n'était pas dépourvue d'ambiguïtés et pouvait ressembler aux stratégies néo-capitalistes du BIT : cf. « Interpreting African Underdeve-

lopment », *African Affairs*, vol. 72, n° 289, 1973, pp. 419-429.

(27) N. Swainson, « The Rise of a National Bourgeoisie in Kenya », *Review of African Political Economy*, n° 8, janv.-avr. 1977, pp. 39-55.

(28) « Il faut reconnaître que, dans leur ensemble, les chercheurs conçoivent l'État comme un moyen et comme un instrument », *op. cit.*, p. 20.

(29) B. Campbell, in « Une fonction d'entrepreneur en association subordonnée avec les firmes transnationales. Quand l'«ivoirisation» secrète une couche dominante », *Le Monde diplomatique*, nov. 1981, pp. 18-19.

L'auteur m'a cependant demandé de préciser que ce mensuel s'est permis de faire un résumé infidèle de sa pensée.

Évidemment, on est enclin au scepticisme quant à la portée purement théorique d'un tel débat, lorsqu'on voit, après une bonne décennie de discussions, s'établir un consensus du type : dans l'émergence d'une bourgeoisie africaine, il y a une part de « national » et une part de « dépendant », l'État est souple et polyvalent, les relations économiques avec les anciennes métropoles jouent un rôle important dans la nature de l'accumulation mais elles n'expliquent pas tout, etc. On doit attribuer à Y.-A. Fauré et J.-F. Médard le mérite d'avoir mis le doigt sur le sens idéologique des enjeux : les thèses dépendantistes ont toujours été sous-tendues par l'idée qu'il y avait une autre « voie » pour le développement, et plus précisément qu'il y avait une différence de nature, essentielle, entre la « voie » socialiste et la « voie » capitaliste. Il aura fallu que les coups de boutoir de l'anti-tiers-mondisme additionnent leurs effets à un certain nombre de déceptions majeures pour qu'une mise en question plus radicale du messianisme socialiste voie le jour. Les deux systèmes sont bien de même nature (et la meilleure preuve en est qu'ils coexistent presque partout en Afrique, y compris en Côte-d'Ivoire), mais il y en a un qui fonctionne généralement mieux que l'autre (quoiqu'au prix de ce qu'Y.-A. Fauré appelle par antiphrase quelques « dysfonctions »). Il reste que comparer les performances ivoiriennes aux déconfitures socialistes, c'est doublement le coup de pied de l'âne : non seulement parce que, comme je l'ai dit plus haut, tout cela marche ensemble (30), mais surtout parce que la voie « libérale » est loin de n'engendrer que des miracles de type ivoirien. Finalement, le volontarisme d'Y.-A. Fauré (« l'intégration au sein du système mondial est délibérément choisie, de même qu'est délibérément désigné le modèle occidental d'organisation sociale ») (31) est proche parent du programme qu'énonçait une dépendantiste pure et dure au moment du *Kenya Debate* :

*« Le socialisme est devenu quelque chose qui est "choisi" pour sa supériorité sur le capitalisme, plutôt que comme le résultat de la balance des forces sociales et de la dynamique de la lutte des classes. L'argumentation se polarise sur ce qui est nécessaire, et non sur le point de savoir si c'est immédiatement possible » (32).*

Et cela nous amène à notre livre. A travers, notamment, les contributions de G. Kitching, de B. Campbell, de B. Beckman et de P. Gibbon et M. Neocosmos, respectivement sur les aspects poli-

(30) Et là, une certaine dépendance globale prend tout son sens : d'un point de vue historique, il s'agit bien plus d'une répartition des formes d'accumulation à l'échelle de la planète que de choix nationaux. Si la France n'avait pas retiré ses capitaux de Guinée en 1958...

(31) Y.-A. Fauré, J.-F. Médard, *op. cit.*, p. 23.

(32) A. Philips, « The Concept of "Development" », *Review of African Political Economy*, n° 8, janv.-avr. 1977, p. 20 (traduction A.M.).

tiques du débat kenyan, sur la crise « fiscale » de l'État ivoirien (33), sur le capitalisme nigérian et sur les problèmes posés par le « socialisme africain » dans sa variante tanzanienne, l'ouvrage prend ses distances à l'égard de l'école de la dépendance, un « déterminisme mécaniste » (34). La problématique des présentateurs s'écarte cependant assez peu du marxisme orthodoxe : il s'agit de « chercher les moyens d'identifier la question nationale, en partant du point de vue de la lutte des classes, sans pour autant y assimiler (et y faire disparaître) cette dernière » (35). De fait, à travers le désir commun d'« adapter les outils aux réalités profondément contradictoires de l'Afrique » (*ibid.*), c'est avant tout à un glissement de l'analyse, du système mondial aux systèmes internes, que cet ouvrage nous invite. Là s'arrête l'unité, comme on va le voir en particulier pour deux questions cruciales : la validité des concepts mis en œuvre pour désigner les couches dirigeantes dans leurs rapports avec l'État d'une part, et les références au « socialisme africain » d'autre part.

### La Côte-d'Ivoire selon B. Campbell

A l'opposé d'Y.-A. Fauré qui attribuait les « dysfonctions » de la croissance ivoirienne à quelques erreurs de décision et de gestion, notamment dans les secteurs public et parapublic, B. Campbell voit, dans l'actuel endettement accéléré de la Côte-d'Ivoire, un phénomène structurel. Elle en cherche les causes à travers une périodisation du processus d'accumulation dans ce pays, distinguant pour cela trois phases :

1) Jusqu'en 1960, on assiste au développement d'un surplus à partir des cultures de rente, sous le contrôle de la puissance coloniale. Cette phase aboutit à la constitution d'une « classe » (36) de planteurs, fer de lance du mouvement pour l'indépendance.

2) Après 1960, et surtout dans le début des années 1970, l'État intervient de manière croissante pour drainer les surplus agricoles et les capitaux étrangers dans l'édification d'un secteur industriel

(33) L'auteur, dans ses textes en français, traduit ainsi *fiscal crisis* : je dirais plutôt « financière » ou « budgétaire ».

(34) H. Bernstein and B. Campbell, *op. cit.*, p. 7. A l'exception des chapitres d'A. Cournanel sur la Guinée et de J.-L. Amselle sur le Mali, tous les textes sont en anglais et les traductions des passages cités sont de mon fait. Ne visant pas à faire un compte rendu exhaustif de l'ouvrage, mais désirant limiter mon propos à quelques interrogations, je n'évoquerai pas un septième chapitre, celui que consacre J. Kimble à l'his-

toire des relations entre la chefferie et l'administration coloniale au Basutoland (maintenant Lesotho). De même, les réflexions sur les autres textes ne prétendent nullement les résumer.

(35) *Ibid.*, pp. 7-8.

(36) B. Campbell évite de parler de « bourgeoisie » (cf. *ibid.*, p. 280). Sur l'hétérogénéité de cette classe, voir J.-M. Gastellu et S. Affou Yapi : « Un mythe à décomposer : la "bourgeoisie de planteurs" », in Y.-A. Fauré, J.-F. Médard, *op. cit.*, pp. 149-179.

d'« *import-substitution* » (B. Campbell illustre cela à partir du secteur textile). Nous sommes alors dans une phase typiquement néo-coloniale :

« *En l'absence d'une bourgeoisie d'affaires ou d'une classe d'entrepreneurs locales, dont l'émergence a été clairement bloquée par le groupe dominant des planteurs, l'intervention de l'État ouvrait la porte à un processus de formation d'un capital local sous le parapluie de l'État, et par conséquent à l'élargissement progressif des moyens d'appropriation par la classe dominante des planteurs elle-même* » (37).

Cependant, l'augmentation des prélèvements étatiques contribue à une baisse draconienne des revenus de l'agriculture et donc à un blocage du marché local (38), au moment même où l'un des premiers résultats des faveurs accordées aux investissements étrangers est d'obliger à la fois la population à payer un surprix pour les biens manufacturés et l'État à se priver des recettes fiscales à l'importation (39). Pour le textile, dit B. Campbell, les coûts de production de secteur national atteignaient, en 1972, presque le double des coûts mondiaux compétitifs moyens. Le même raisonnement pourrait, selon elle, s'appliquer aux autres secteurs (chaussure, chaînes de montage, plastique, café en poudre, etc.), mais cela mériterait vérification, je crois. Quoi qu'il en soit, on arrive ainsi, si l'on comprend bien, à une situation doublement mystérieuse : le capital s'élargit sans qu'aucune classe y trouve son compte, et l'État se renforce grâce à ce processus tout en s'y appauvrissant. Seul le recours à une hypothèse exogène (le transfert massif de capitaux à l'étranger) permet de résoudre cette énigme, ainsi que le constat d'un placement préférentiel des fonds ivoiriens dans le secteur improductif (40). Mais cela ne résout pas tout : on va y revenir plus loin.

3) Enfin, depuis le début de la présente décennie, « les contradictions sous-jacentes à cette expérience se manifestent là où se produit le transfert du secteur d'exportation vers le secteur industriel et, par conséquent, là où survient la lutte entre intérêts et forces opposés, tant internes qu'externes : l'État » (41). Il ne s'agit pas, assure B. Campbell, de conclure à quelque hégémonie croissante des forces nationales par rapport aux intérêts étrangers, ni d'une fraction de la bourgeoisie (« d'affaires ») par rapport au groupe des

(37) H. Bernstein and B. Campbell, *op. cit.*, p. 269.

(38) *Ibid.*, p. 281. C'est de 327 % (et non 427 %, comme il a été imprimé par erreur) que le SMIG industriel a augmenté de 1958

à 1979. Au même moment, le salaire agricole n'augmentait que de 156 % (*ibid.*).

(39) *Ibid.*, pp. 285-286.

(40) *Ibid.*, p. 287.

(41) *Ibid.*, p. 268.



planteurs. C'est justement ce qui se joue actuellement, à travers les plans de restructuration du capital sous l'égide du FMI.

La manière dont B. Campbell renouvelle la problématique de la dépendance soulève quelques difficultés. Elle a l'avantage d'introduire une dimension historique — si étrangement absente des écrits apologétiques —, en même temps qu'elle laisse entrevoir que l'État est un lieu d'accumulation et d'affrontement, autant que l'instrument d'une classe (dont du reste toute définition *a priori* hors du champ politique serait sujette à caution). Mais, précisément, l'auteur doit contourner l'analyse d'un effet premier du développement capitaliste ivoirien : l'émergence et la consolidation d'un groupe spécifique au sein de l'État, ce que certains ont justement nommé une « bourgeoisie d'État » (42). Elle ne semble pas en mesurer les implications politiques (« politique » étant entendu ici au sens du pouvoir dans la cité), ni tout à fait les conséquences économiques. A l'appui de sa démonstration, selon laquelle le facteur déterminant reste « l'importance du contrôle étranger sur le secteur industriel » (43), elle signale la tendance des pseudo-entrepreneurs ivoiriens à investir surtout dans des secteurs comme les transports ou l'immobilier. Plus, elle montre à juste titre que « l'accumulation parallèle » (coulage, corruption, etc.), loin de refléter une dysfonction, vient de l'étroitesse des bases internes de l'enrichissement par la production (44). Fort bien, mais il lui faut, à cause d'une définition préalable et trop restrictive de ce qu'est une « classe », faire du même coup l'impasse sur la portée politique (et même économique) de ce qui reste malgré tout une accumulation d'un type particulier, tant de pouvoir que de richesses, et qui laisse muet plus d'un auteur marxiste. Certes, comme le dit C. de Miras, « tant que cette classe restera le produit du capital étatique, elle n'acquerra pas les précieuses vertus schumpétériennes » (45). Mais, comme le disait un intervenant lors d'un séminaire animé par G. Kitching et B. Campbell, « les bénéfices de l'accumulation ne vont pas forcément vers la reproduction des formes bourgeoises de l'accumulation » (J. Piel).

(42) C. de Miras : « L'entrepreneur ivoirien ou une bourgeoisie privée de son état », in Y.-A. Fauré, J.-F. Médard, *op. cit.*, pp. 181-229 (et notamment p. 222).

(43) H. Bernstein and B. Campbell, *op. cit.*, p. 287.

(44) *Ibid.*, p. 302.

(45) Y.-A. Fauré, J.-F. Médard, *op. cit.*, p. 223.

## J.-L. Amselle et le Mali

Il faut peut-être se tourner vers les pays sans miracle, et passer des plus riches aux plus pauvres, pour y voir clair. Au Mali, le problème de l'accumulation productive, extravertie ou non, ne se pose guère au même niveau. Ce n'est pas que toutes les poches soient vides. L'essentiel, dit J.-L. Amselle, se situe dans les relations alternées de rivalité et de connivence, qui s'établissent au sein d'une classe dominante à deux composantes : la « bourgeoisie marchande » (ou « commerciale ») et la « bourgeoisie d'État » (ou « bureaucratique », ou encore « nomenklatura »). Sur le plan économique, l'enjeu est le surplus paysan d'abord, puis l'argent de l'« aide » étrangère qui est venu suppléer à l'effondrement du premier à partir de 1973, sous l'effet d'une sécheresse persistante. Sur le plan socio-politique, tout tourne autour des réseaux de clientèle, qui se constituent à partir des « principes de prédation et de redistribution remontant à l'époque précoloniale », grâce à un heureux mariage de ces traditions avec le développement d'une bureaucratie de type soviétique (46). J.-L. Amselle a raison de dire que cette dernière n'est inefficace et pléthorique qu'en référence à des normes de rationalité capitaliste. De fait, détournements, corruption et autres réseaux de privilèges fonctionnent de deux manières : comme compléments de salaire dans la fonction publique et comme moyens d'accumuler un pouvoir de contrôle sur la circulation des richesses, donc sur les hommes et les groupes. Un tel mécanisme ne nous éloigne pas tellement de la Côte-d'Ivoire, si ce n'est que, comme l'a montré C. de Miras, le clientélisme de l'État a pu y prendre parfois la forme d'un encouragement à la création d'entreprises privées. Mais ce dernier fait deux remarques importantes : d'une part, il s'agit d'un « tropisme subtil qui fait que chacun peut bénéficier de sa manne » et, même en cas d'échec économique, les liens entre les deux secteurs public et privé, médiatisés par un tissu de relations personnelles, se trouvent renforcés ; d'autre part, « ce clientélisme personnel de l'État conduit à une dispersion, une atomisation des éléments constitutifs des intérêts privés ivoiriens » (47).

Le modèle d'une simple dialectique élémentaire (un jeu alterné d'entente et d'opposition) entre la bourgeoisie d'État et la bourgeoisie marchande n'est donc pas assez complexe, même s'il n'est pas faux. Il apparaît que le texte sur le Mali traite la question trop légèrement. « Bureaucrates contre commerçants : l'éternelle donne de la politique malienne », titre J.-L. Amselle (48), à propos de la

(46) H. Bernstein and B. Campbell, *op. cit.*, p. 253.

(47) Y.-A. Fauré, J.-F. Médard, *op. cit.*, p. 226.

(48) H. Bernstein and B. Campbell, *op. cit.*, p. 261.

revanche des privés, soutenus tant par les capitalistes étrangers que par le FMI depuis cinq ans. Outre une victoire de ces forces internationales, c'est également un succès

« de la classe marchande malienne qui, depuis son élimination de la scène politique en 1962, grignote patiemment les positions de l'appareil d'État soit en fonctionnant en symbiose avec lui (commerçants servant de prête-noms à certains dirigeants), soit en contrariant carrément sa politique économique et en proposant des services plus efficaces à certaines couches de la population et notamment aux paysans » (49).

La boucle paraît bouclée, puisque c'était aussi cette « symbiose » qui était à la base de l'alliance (« tactique ») qui prit le pouvoir à l'indépendance : l'accumulation ne pouvait alors « se faire que par le biais de l'État et du commerce, les deux secteurs fonctionnant d'ailleurs bien souvent en symbiose » (50). Mais de là, « pour se constituer en tant que classe », toute la tactique de la nomenklatura allait être de chercher à « se débarrasser de la bourgeoisie marchande » (*ibid.*) : c'est ce processus qui devait aboutir en effet à la chute politique de la classe des commerçants après le coup sévère que fut pour elle la création d'une monnaie inconvertible en 1962.

Guerre ou symbiose ? Et si symbiose il y a, de quel type, dans quelles circonstances et dans quels secteurs ? C'est là qu'on achoppe un peu. J.-L. Amselle rappelle à plusieurs reprises que les fonctionnaires ont un pied dans le secteur privé ; à l'époque coloniale, le parti des commerçants était dirigé par un bureaucrate (51). Les sociétés nationales de distribution, en particulier la SOMIEX, n'ont pas fait que limiter « grandement la capacité économique et donc politique des commerçants maliens » (52) : c'était également et en même temps (et ce n'est pas contradictoire), disent d'autres sources, des vaches à lait pour les revendeurs qui s'y approvisionnaient grâce aux multiples filières qui s'établissent en de tels cas sur la base du clientélisme (53). En régime socialiste, la rivalité entre l'État et les privés comporte une part de vérité et une part de fiction, cette dernière étant le produit du décalage entre le système juridico-idéologique (extrêmement « public ») et les pratiques économiques réelles (une privatisation permanente du secteur national).

(49) *Ibid.*, p. 262.

(50) *Ibid.*, p. 250.

(51) *Ibid.*, p. 249.

(52) *Ibid.*, p. 251.

(53) Sur ce point, voir ce que disait un dirigeant politique en 1963, in Y. Benot : *Idéologies des indépendances africaines*, Paris,

Maspero, 1969, pp. 261-262. Y. Benot rappelle aussi que les manifestations qui suivirent la dévaluation de 1967 (et que J.-L. Amselle n'évoque pas) étaient dirigées essentiellement contre les bureaucrates qui avaient des intérêts privés.

Le « grignotage » ultérieur de la classe marchande (dont J.-L. Amselle montre qu'il s'effectuera à partir d'une alliance avec la paysannerie, pressurée par le « socialisme ») ne s'est pas fait que du dehors. La « symbiose » n'a jamais cessé, et c'est toute l'analyse du clientélisme qui se trouverait prise en défaut si l'on assimilait le monopole du contrôlé formel des décisions économiques par la bureaucratie à une divergence d'intérêts profonds avec le privé. Il ne s'agit pas bien sûr de contester l'ampleur des brimades dont fut victime la classe commerçante entre 1962 et 1968 sous le régime de Modibo Keita. Mais dire que, grâce à une élimination de cette dernière, la nomenklatura « allait pouvoir accomplir son destin historique, c'est-à-dire se constituer en tant que classe » (54), est un peu excessif si l'on sait que l'estocade fut portée seulement six ans après par un retour en force des intérêts privés. D'ailleurs, J.-L. Amselle le dit bien : le bilan du régime a profité à l'État malien et aussi à des paysans-commerçants qui lui étaient liés (55) et qui, depuis, se sont fort bien accommodés du secteur national. On peut donc difficilement opposer des groupes dont la complémentarité historique pour pressurer le peuple est avérée (56), par-delà leurs règlements de compte. Ce qui est en question ici, c'est la nature exacte de cette fusion parfois explosive entre les intérêts publics et privés. Le texte laisse trop entrevoir, dans la description du clientélisme politique, une superposition très accomplie des deux « composantes » de la « classe dominante » (57) pour pouvoir les opposer radicalement, comme il tente constamment de le faire en contradiction avec sa propre démarche. Personne mieux que J.-L. Amselle ne montre comment l'État, bien plus qu'un instrument de classe, est, dans le cas du Mali, le lieu d'accumulation par excellence, le point de rencontre de tous les « prédateurs ». La logique même du raisonnement conduit à admettre que les fonctionnaires doivent y travailler avec les commerçants, même si c'est en sous-main et malgré la violence des affrontements que ce type d'imbrication ne manque pas de produire. D'ailleurs, « si seule une minorité de bureaucrates profite réellement du pillage de l'appareil d'État, il n'empêche que le processus de redistribution touche de larges effectifs » (58). C'est donc la question du contrôle qui est première dans le système clientéliste, et c'est autour d'elle que les couches dominantes se mènent parfois mutuellement la vie dure. Le clivage fon-

(54) H. Berstein and B. Campbell, *op. cit.*, p. 252.

(55) *Ibid.*, p. 256.

(56) Les commerçants rendaient de grands services aux paysans pour contrecarrer les distorsions monétaires et mercantiles du socialisme, rappelle J.-L. Amselle, et ils

se sont appuyés sur eux politiquement. C'est bien vrai, mais les commerçants (même paysans aussi) ne sont pas les paysans, ne serait-ce que parce qu'il y aura toujours quelque chose entre les deux classes : l'usure.

(57) *Ibid.*, p. 259.

(58) *Ibid.*, p. 265.

damental dans une société de type malien, par-delà les aléas de l'alternance socialisme-libéralisme, me paraît bien plus celui (constamment redéfini au niveau des positions personnelles) qui oppose les groupes impliqués dans le clientélisme pour une stratégie de survie, aux groupes qui peuvent, par le même processus, s'engager dans des stratégies d'enrichissement (59).

### A. Cournanel et la Guinée

Le cas de la Guinée de Sékou Touré, dont A. Cournanel nous propose une « économie politique » en forme de portrait-charge, est une caricature des rapports qui s'établissent entre ces deux fractions de la bourgeoisie (60). L'auteur rappelle que la Guinée s'est « dès le début engagée dans un processus de centralisation économique alors sans exemple dans le contexte africain : étatisation du commerce extérieur et du système bancaire, création d'une zone monétaire spéciale et d'entreprises publiques dans divers domaines, étatisation de la propriété du sol » (61). Dans quel état le dictateur laissa l'économie à sa mort en mars 1984, on ne l'ignore pas : production quasi stoppée (sauf la bauxite et l'alumine, ainsi qu'une activité agro-pastorale surtout destinée aux frontières), monnaie sans valeur et système bancaire désorganisé, pénurie, corruption, détournements, marché noir et, coiffant tout cela, une fonction publique aussi monumentale qu'inefficace, sauf à s'occuper de ses intérêts ; et encore l'abolition temporaire de toute règle du jeu après mars 1984 a-t-elle mis du désordre dans cette frénésie spéculative quasi brownienne qui s'est emparée de chacun lorsque le pays replongea d'un coup dans le libéralisme économique. Tout cela a concouru à la ruine d'un des pays les plus riches d'Afrique et à en faire (avec retard) une proie facile pour les remèdes FMI. On pouvait, en 1985, assister à une véritable réconciliation, dont le contenu était une immersion brutale (ou plutôt brutalement généralisée) du privé dans le public et inversement. Il n'est donc pas inutile, je crois, vu l'évolution des circonstances en ces temps de redéfinition des

(59) On sait que dans les économies à monnaie inconvertible (le Mali n'a que récemment réintégré la Zone franc), les activités engendrent spontanément la priorité au commerce, à la spéculation et à l'inflation. Ce phénomène est générateur de possibilités de fabriquer de grosses fortunes en peu de temps, et donc d'une instabilité structurelle des positions respectives des groupes de clientèle. J'ai tenté de proposer un début

d'analyse des effets socio-politiques de la chose, in « Les fonctionnaires et l'économie parallèle : propositions pour un modèle à partir de deux exemples africains, l'Angola et la Guinée », *Carnets des Ateliers de Recherche* (Amiens), n° 7, mars 1986, pp. 31-42.

(60) Le chapitre a été rédigé avant la mort de Sékou Touré.

(61) H. Bernstein and B. Campbell, *op. cit.*, pp. 227-228.

richesses et des pouvoirs en Guinée et pour préciser mes interrogations sur le chapitre de J.-L. Amselle, de comprendre ce qui s'est passé avec la bourgeoisie privée à l'époque de Sékou Touré.

A. Cournanel part de la même dichotomie (62) : le ressort central du jeu politico-économique guinéen est fait des relations complexes et ambivalentes entre la bourgeoisie d'État et la bourgeoisie commerciale, le tout avec, comme arrière-fond, un prélèvement impérialiste sur une part des surplus (63). Mais il va plus loin et note deux particularités complémentaires de cette liaison potentiellement orageuse. C'est, premièrement, l'émergence de forces centrifuges au sein même du secteur étatisé : « Les modes de réalisation "collectifs" du surplus, ceux qui sont institutionnalisés... sont constamment menacés par les modes de réalisation individuels » (64) : cette conception de l'État comme somme d'agents pourvus de leurs propres objectifs, à cause même de l'importance qu'il tient dans la formation et le contrôle des plus-values, voilà qui me paraît mieux rendre compte du principe intrinsèquement contradictoire qui anime la bourgeoisie d'État, et qui fait que les trafics privés sont la mauvaise herbe du terrain public ; deuxièmement, l'amorce d'une fusion des fonctionnaires et des affairistes : « La bourgeoisie d'État tend spontanément à se transformer en bourgeoisie "privée", et à renforcer cette dernière qui, du reste, est toujours présente aux côtés de la première ». Mais, explique A. Cournanel, les capitaux que parviennent à se constituer les particuliers s'orientent principalement vers les négoce et les spéculations, activités que la bureaucratie contrôle mal en tant que telle. Dès lors que cette dernière choisira d'asseoir de façon croissante sa puissance sur la rente minière et l'alliance avec les capitalistes étrangers (y compris l'URSS), sa stratégie visera à limiter — par un subtil recours à la violence politique et par un soigneux verrouillage des aspirations populaires à manger, vivre en paix et édifier un pays libre — toutes les autres fractions possédantes qui pourraient avoir vocation à contrôler le pouvoir. Il s'agit donc d'une dialectique, mais elle ne suppose pas, bien au contraire, une séparation radicale public/privé sur un plan économique : cette « bourgeoisie d'État » guinéenne, ce fut avant tout un clan (65) de type mafioso, avec de multiples ramifications

(62) Employant ce mot, j'en profite pour en signaler un sens peu connu : dans la déontologie médicale, on l'emploie justement pour désigner ce que J.-L. Amselle appellerait une « symbiose », c'est-à-dire une entente illégitime entre spécialistes pour tirer le meilleur bénéfice de leurs malades.

(63) Peu importe là l'origine de ces surplus. En Guinée comme au Mali, la sueur des paysans en est une source, et en Guinée c'est la rente minière qui remplace très avantageusement l'« aide » à son voisin plus démuné : non que cette affaire soit sans

importance sur la nature et la force des groupes en présence, mais parce que l'affrontement supposé ou réel des deux bourgeoisies est ici envisagé globalement.

(64) *Ibid.*, p. 230.

(65) Un clan muni de dépendants que beaucoup d'observateurs français, un peu prompts à reprendre sans esprit critique une opinion répandue en Guinée, ont cru pouvoir assimiler à l'ensemble du groupe ethnique des Malinké (c'est ce que fait presque A. Cournanel, p. 220, en parlant du rôle de l'ethnie en général).

et un art accompli d'utiliser les activités commerciales de toutes sortes, sans qu'aucune ne puisse jamais déboucher sur une hégémonie. C'est ça le « socialisme africain », et il était édifiant de voir la dérive du système en 1985, après son éclatement : chaque groupe, auparavant brimé par une confiscation du contrôle, réclamait, plus encore que sa part dans les produits de la richesse nationale, sa place dans l'administration, c'est-à-dire là où il est si important d'avoir un poste, fût-il fictif.

Le chapitre d'A. Cournanel montre bien les limites d'une analyse de l'État en purs termes de classes sociales : « Au sein même de la bourgeoisie d'État, les rapports les plus étroits se nouaient en fonction de la parenté et de l'ethnie » (66). Toutefois, à l'inverse de celui de J.-L. Amselle, il est inutilement encombré d'idiotismes empruntés au bricolage des écrits althussériens (p. 209 par exemple), dont les stéréotypes détonnent avec la solution libérale que l'auteur propose de la crise guinéenne, en attendant le vrai socialisme. Il est malheureusement difficile de ne pas partager le pessimisme de J.-L. Amselle, quand il dit qu'« il n'existe aucune alternative au modèle clientéliste » (67). C'est pourtant la tentation d'A. Cournanel qui propose à présent « un développement plus rapide du capitalisme » (68) avant une « transition ultérieure » (69). Ce dernier a renoncé à son idée d'autrefois, selon laquelle la formation d'un capital national passait par l'élimination de la bourgeoisie privée ; il préconise maintenant un « élargissement simultané » des deux secteurs, même si (cette précision prémonitoire précède la disparition de S. Touré) cela « implique des changements politiques au plus haut niveau » (70). En effet, pense-t-il aujourd'hui,

*« dans la mesure où la constitution de capitaux privés est indissociable du capitalisme d'État, toute tentative pour faire uniquement "disparaître" la bourgeoisie privée conduit à renforcer les rapports de production précapitalistes (71)... et à développer l'économie souterraine au détriment de la création d'entreprises capitalistes » (72).*

Cette position, soudain très FMI, contraste avec l'appel rituel à une ultérieure « transition vers le socialisme », dont on est bien en peine de savoir à quoi elle ressemblerait, vu le « discrédit » (73)

(66) *Ibid.*, p. 240.

(67) *Ibid.*, p. 265.

(68) *Ibid.*, p. 243.

(69) *Ibid.*, p. 245.

(70) *Ibid.*, p. 245.

(71) L'inévitable althussérisme pour désigner les rapports de clientèle et la société paysanne.

(72) *Ibid.*, p. 244.

(73) Le mot est d'A. Cournanel, *op. cit.*, p. 245.

total et durable dont cette affameuse forme de gestion du capital est maintenant l'objet en Guinée.

### Les élucubrations marxologiques de Gibbon-Neocosmos

P. Gibbon et M. Neocosmos font partie de ces auteurs qui ne conçoivent pas de texte sans assener d'autorité au lecteur de larges extraits des œuvres de Marx, Engels et Lénine. Ils partagent d'ailleurs avec ceux-ci une vision plutôt subjectiviste — et en tout cas clairement défavorable — d'une petite bourgeoisie, sans cesse tiraillée entre le capital et le travail, dont ils s'attachent lourdement à montrer comment l'impérialisme peut la manipuler, en l'enfermant dans le nationalisme pour la détourner de la lutte des classes.

*« La Tanzanie », disent-ils, « comme certains autres États “socialistes africains”, s'est constituée en premier lieu comme un État petit-bourgeois sur la base de la classe dirigeante qui a surgi en son sein. Par “classe dirigeante”, on entend la classe dont les pratiques se concrétisent dans l'appareil d'État. Par “petite bourgeoisie”, on ne veut pas dire un groupe, dont le statut sociologique serait donné une fois pour toutes, d'anciens paysans moyens, professeurs, petits fonctionnaires, etc. (quoique les origines sociales ne soient pas sans importance), mais un groupe de personnes correspondant (ou associé) à des pratiques économiques, idéologiques et politiques d'un type particulier » (74).*

Cinquante-deux pages d'un charabia de la même veine tentent de montrer une surdétermination de la « petite production marchande » (75) par l'opposition capital/travail et aboutissent à cette conclusion sans appel : « Dans le socialisme africain, il n'y a pas de contradiction déterminante entre les paysans et le capital » (76). Qu'est-ce que l'« État petit-bourgeois » ? On verse alors dans l'empirisme le plus absolu :

*« Un régime qui combine le réactionnaire et le progressiste, le bureaucratique et le populaire, l'étatique et l'anarchiste, le moderniste et le traditionaliste, le consumériste et l'austère... [j]'en passe, A.M.], caractérisé par une incapacité systématique à développer*

(74) *Ibid.*, pp. 189-190.

(75) Un concept dont J.-L. Amselle et E. Le Bris ont pourtant bien montré la faible validité scientifique chez Marx : cf. « De la “petite production marchande” à l'écono-

mie mercantile », in I. Deblé, P. Hugon (sous la dir. de) : *Vivre et survivre dans les villes africaines*, Paris, PUF, 1982, pp. 164-165.

(76) H. Bernstein and B. Campbell, *op. cit.*, p. 200.



*une politique conséquente..., avec une tendance permanente à vaciller entre les principales forces de classes, locales et internationales » (77).*

Pour changer cela, la consigne politique (78) est qu'on doit favoriser une alliance entre le prolétariat, la fraction de la paysannerie qui ne parvient plus à se reproduire et la force de travail domestique la plus exploitée (les femmes et les enfants d'abord, c'est à la mode). De la critique du « paysannisme » au populisme, il n'est pas certain que K. Marx eût été heureux de recevoir un tel pavé de l'ours, surtout quand leur orthodoxie amène les auteurs à avancer d'aussi énormes contresens que « pour Marx, le capitalisme et la propriété privée étaient synonymes » (79).

L'invocation finale d'une « solution prolétarienne ou, plus exactement, une solution démocratique nationale et populaire » fait long feu, puisque « ce n'est pas là le problème d'étendre la propriété de l'État ni d'imposer d'en haut quelque "grand bouleversement" » (80) : que reste-t-il, on l'ignore et c'est tant mieux. Mais il serait temps que des lettrés aussi attentifs aux aspirations populaires que P. Gibbon et M. Neocosmos se rendent compte qu'il y a des pays où, pour longtemps, les masses ne voudront plus entendre prononcer le mot « socialisme ».

### Le débat kenyan revu par G. Kitching

Un messianisme très voisin vient malencontreusement en conclusion du chapitre intéressant que G. Kitching consacre au *Kenya Debate*. Lucide, l'auteur nous prévient que la montagne accouchera d'une souris : « En général, les débats académiques, surtout ceux (...) qui ont des implications politiques, tournent au murmure plus souvent qu'à l'explosion » (81). Mais sa référence obligée à l'« alternative socialiste » (82) a ici quelque chose de différent : c'est surtout réintroduire un espoir nécessaire, même s'il est formel, face à une crise de la foi qui est un effet pervers des thèses dépendan-

(77) *Ibid.*, pp. 192-193.

(78) *Ibid.*, p. 202.

(79) *Ibid.*, p. 173. Citant E. Balibar, A. Cournanel rappelle que, bien évidemment, le capital n'est pas sa forme d'appropriation (p. 228). Il n'est pas étonnant que P. Gib-

bon et M. Neocosmos critiquent si âprement la notion de bourgeoisie d'État à plusieurs reprises.

(80) *Ibid.*, p. 202.

(81) *Ibid.*, p. 115.

(82) *Ibid.*, p. 147.

tistes. Pour G. Kitching, c'est clair : « Il y a un gros obstacle en travers du chemin de la construction socialiste, qu'il faut enlever, et totalement : c'est la théorie de la dépendance » (83). L'auteur a fort bien remarqué que le renoncement théorique (c'est-à-dire tout expliquer par l'impérialisme, donc par une force extérieure) débouche tôt ou tard sur un désarroi politique : « Après tout, si l'impérialisme est vraiment ainsi, tout ce qui reste à faire est de laisser tomber et de prendre du bon temps » (84).

G. Kitching fait preuve d'un grand relativisme. Scepticisme méthodologique d'abord : avec minutie, il montre comment les mêmes faits empiriques ont pu venir aussi bien à l'appui de la thèse de N. Swainson selon laquelle, au Kenya, l'État intervient de façon croissante pour contrecarrer les appétits des multinationales et favoriser la formation d'un capital indigène, qu'à l'appui de celle, opposée, de S. Langdon, qui voyait dans les institutions financières kenyanes un épiphénomène traduisant surtout l'éducation anglaise reçue par la « classe intendante » nationale (85). La fonction des rapports qu'ont les radicaux anglo-saxons tant avec leur « terrain » qu'avec leurs présupposés est ainsi brutalement posée : étant donné qu'on leur laisse caché ou ne leur révèle que ce qui doit l'être, « les spécialistes en sciences sociales restent plantés là comme des moineaux, picorant les miettes d'information quand elles tombent, parfois de première main, mais plus souvent de seconde ou de troisième main (des journaux et autres media) » (86). Partant de là, l'auteur revendique le droit de donner une définition négative de l'État kenyan :

- « 1) *L'État n'est le fondé de pouvoir d'aucune force élémentaire au Kenya (c'est-à-dire ni du capital multinational, ni du capital indigène, ni d'une "fraction" de quelque forme de capital), c'est plutôt le site permanent de la lutte entre toutes ces forces...*  
 2) *L'État n'est pas une abstraction (the State is not an "it"), c'est-à-dire qu'il n'est pas une entité, car la lutte en question a notamment pour effet de le fracturer, lui et ses institutions, en forces ennemies qui elles-mêmes entrent dans des jeux conjoncturels d'alliances et d'oppositions »* (ibid.).

Cette remarque est de nature à mettre d'accord B. Campbell et Y.-A. Fauré. En bref, ajoute G. Kitching, foie de toute référence à une hégémonie « en dernière instance » : « L'État, c'est la pagaille » (87). Rapide est le glissement à une telle conclusion à par-

(83) *Ibid.*, p. 148.

(84) *Ibid.*, p. 144.

(85) *Ibid.*, pp. 128-129.

(86) *Ibid.*, pp. 131-132.

(87) *The State in Kenya is a mess* : ce terme connote également le gâchis (la meilleure traduction serait « bordel »).

tir du juste constat sur la faible validité des matériaux. La démarche n'en est pas moins salutaire : il ne s'agit pas, comme il le dit, d'un « coup de grâce » porté aux théories dépendantistes ; c'est plus largement, ajouterais-je, une invite à renoncer à toute idée de définir l'État *a priori* à partir des rapports de classe noués dans la sphère économique.

Sur un plan idéologique cependant, les théories dépendantistes ont la peau dure : la référence causale aux facteurs externes reste une arme irremplaçable, quoiqu'éculée, de manipulation de la conscience nationale. Dénonçant la « solidarité fallacieuse » de certains radicaux avec les expériences « socialistes africaines », G. Kitching ajoute :

*« Il semble bien probable cependant (et à mon avis ce serait tout aussi désastreux) que ces expériences seront tout simplement récupérées par la perspective dépendantiste (88) précisément comme une preuve de plus de son exactitude : c'est-à-dire qu'on va affirmer que les politiques menées au Ghana ou en Tanzanie (ou au Mozambique, ou en Angola ?) ont échoué parce que l'"impérialisme" était trop puissant, parce qu'elles ont succombé dans leur combat contre le "système mondial" et le "capital multinational", peut-être sous le poids de la trahison de leurs "compradores" et de leurs "bourgeoisies bureaucratiques" » (89).*

C'est en effet ce qu'on peut observer un peu partout. On sait l'usage qu'a su faire Sékou Touré en Guinée de ces « complots télé-guidés par l'impérialisme », et cela durera certainement car, contrairement à ce qu'on pourrait induire de cette citation, l'ennemi n'est pas seulement imaginaire. Mais là s'arrête le raisonnement : encore prisonnier d'un certain idéalisme (le modèle socialiste comme idéal type, et donc le socialisme appliqué comme sujet de déception), G. Kitching limite son analyse au constat d'un « désastre sans équivoque » pour les masses populaires. Mais que le socialisme soit un moyen particulier (et parfois particulièrement efficace) d'accumulation en dépit des distorsions qu'il entraîne, et par là de formation d'une classe possédante, sa démarche ne l'autorise pas à l'affirmer, du moins dans ce texte. Pourtant, si l'on avait le loisir d'y regarder de près, ne verrait-on pas que la fortune (tant politique qu'économique) de la classe bureaucratique angolaise, tanzanienne ou éthiopienne, n'a rien à envier à celle de la classe affairiste ivoirienne ?

(88) Souligné par G. Kitching.

(89) *Ibid.*, p. 145.

## B. Beckman et le Nigeria

On revient ainsi pour finir au point de départ : le libéralisme. B. Beckman, au terme d'une analyse de l'« État pétrolier » nigérian avance ceci : « Les conditions anarchiques des luttes factionnelles peuvent très bien fournir d'excellentes conditions pour l'accumulation capitaliste, du moins pour ceux qui apprennent à utiliser efficacement et sans retenue le système suivant sa propre logique » (90). L'État, selon B. Beckman, plus encore que de celui de B. Campbell ou G. Kitching, est proche de celui de J.-L. Amselle :

*« L'arène d'un intense affrontement entre factions..., chaque groupe visant l'accès au contrôle. Bureaucrates, militaires ou politiciens, les feudataires se battent pour défendre leurs propres chaînes de clientèle et d'appropriation. Les intérêts privés du monde des affaires, étrangers aussi bien que nationaux, usent de tous les moyens à leur disposition pour que l'argent coule dans leur direction » (ibid.).*

C'est bien comme cela qu'il faut poser le problème : le reste est affaire d'analyse concrète.

Étudiant l'exemple de l'« indigénisation » des entreprises étrangères, B. Beckman estime que, « à l'abri de cet écran de fumée qu'est l'idéologie nationaliste, le capital étranger est à présent plus solidement implanté que jamais » (91). L'auteur recense dans le détail les éléments qui confortent les deux thèses prétendument opposées : tout concorde pour croire, avec les dépendantistes, que l'État nigérian est néo-colonial et que ses dirigeants sont des compradores ; mais il y a tout pour dire aussi que ce même État opère comme l'agent d'une bourgeoisie locale, dont la richesse s'est édifiée tant sur l'accroissement des surplus agricoles que sur les profits du pétrole : « Le pétrole nourrit l'État ; l'État nourrit ses employés et ses fournisseurs ; ces derniers nourrissent leurs propres employés et leurs propres sous-traitants, et ainsi de suite. Le marché intérieur s'étend ; les importations aussi, mais la production intérieure aussi » (92). B. Beckman — dont l'article a été écrit avant la chute des prix — pense que la manne pétrolière ne définit pas en soi un champ de dépendance : c'est plutôt, dit-il, un « lubrifiant » (93) pour une économie portée à la diversification. Sur cette base, il tente de montrer où sont les vrais enjeux :

(90) *Ibid.*, pp. 107-108.

(91) *Ibid.*, p. 95.

(92) *Ibid.*, p. 90.

(93) L'auteur ne recule pas devant la ten-

tation d'une pointe de sourire, puisqu'il dit aussi que « le Nigeria est entré dans une phase volatile de transformation capitaliste » (*ibid.*).

*« Les stratégies destinées à capturer le marché nigérian sont un facteur clé dans la structuration des relations entre les leaders industriels mondiaux et la classe dominante avec ses institutions étatiques. Similairement, la prise en main de ce flux massif d'importations, étatique et privée, est devenue une clé pour l'accumulation et la formation des classes » (94).*

Connivence (pour l'exploitation des hommes et des ressources) et compétition (pour le contrôle du produit) se combinent à deux niveaux donc, national et étranger, selon un « scénario ambigu mais non dépourvu de logique » (95) : tel est le modèle d'interprétation proposé par B. Beckman, qui met en scène avec finesse un jeu de forces tel qu'il pourrait s'appliquer, entièrement ou partiellement, à bien d'autres situations africaines, fussent-elles socialistes.

Dans la conception instrumentaliste qui est la leur, les théoriciens de la dépendance comme les apologues du libéralisme ont en commun de se mouvoir au sein d'une problématique de névrose relationnelle entre les classes et l'État : « Qui a un projet pour qui, qui manipule qui ? », disent-ils à l'unisson. Devant ce questionnement commun, il est bon que cet ouvrage — dont le principal défaut est d'être indisponible pour les lecteurs francophones à l'exception des Canadiens — ait enfoncé plusieurs coins de qualité dans l'horlogerie manichéenne. « Un renouveau du débat », demandait B. Campbell. Est-ce bien nécessaire ? Comme dit G. Kitching (96), « pas besoin d'aller plus loin ».

**Alain Morice**  
CNRS-ORSTOM

(94) *Ibid.*, p. 85.

(95) *Ibid.*, p. 108.

(96) *Ibid.*, p. 132.